

# PLUS DE TRANSPARENCE DANS LE DISCOURS POLITIQUE

ENTRETIEN AVEC DANIEL COHN-BENDIT



© Joëlle Dolle

**Daniel Cohn-Bendit est député européen**, coprésident du groupe Les Verts/ALE (Alliance libre européenne) au sein du Parlement européen et cofondateur d'Europe Écologie-Les Verts (EELV).

**IRG :** *La crise, aussi bien financière que politique, est bien présente. Pensez-vous qu'il faille réinterroger les valeurs fondatrices de l'Europe – en particulier la nature interétatique de sa construction – pour la dépasser ?*

**Daniel Cohn-Bendit :** J'ai l'intime conviction que nous sommes à la croisée de plusieurs chemins. Vous me demandez finalement s'il ne faudrait pas redéfinir le projet européen et donc les valeurs qui l'ont fondé. Je répondrais : « Oui... et non. » Je crois que la paix doit demeurer un des piliers de notre imaginaire partagé. Quand je me déplace dans des lycées et des collèges pour expliquer ma vision de la construction européenne, les élèves ont les yeux grands ouverts et ils écoutent. Ils savent à quel point l'histoire a pu être meurtrière et comprennent sans difficulté la valeur de la paix. L'Union européenne correspond donc à ce cheminement qui a réussi à imposer la paix en Europe. Maintenant qu'elle est établie, nous ne pouvons pas simplement la « jeter » et passer à autre chose !

Quant à la légitimité de l'Europe, nous devons poser des questions simples : « Peut-on résoudre les problèmes du réchauffement climatique, de la crise économique et financière ou énergétique dans un seul pays ? » La réponse est « non », et pourquoi ? Parce qu'il existe un besoin de coopération qui dépasse l'État-nation. Je donne toujours l'exemple de la Bosnie. Au début, nous étions dans une situation impossible, notamment parce qu'une politique étrangère européenne était impensable. C'était une addition de politiques nationales : les Allemands étaient procroates, les Anglais proserbes, et les Bosniaques n'avaient finalement

aucun soutien. L'intérêt européen n'est pas la somme des intérêts nationaux, il les dépasse. Inversement, l'intérêt de chaque nation réside dans le renforcement de l'Union européenne, seule entité capable de garantir leur autonomie politique. Tant que les acteurs politiques ne seront pas capables d'expliquer cela, nous n'y arriverons pas.

**IRG :** *Peut-on imaginer que ce changement fondamental vienne de l'élite politique nationale en Europe ?*

**D. C.-B. :** Je ne sais pas, mais il est nécessaire. Vous avez commencé en parlant de la crise. Quand on s'arrête sur le discours de la plupart des responsables politiques, on constate très vite que ce qui les angoisse, avant tout, c'est de préserver leur cote de popularité dans leur pays. Ils sont dans l'incapacité totale de jouer la transparence. Rien d'étonnant si, après ça, une grande majorité de citoyens leur répond : « Pourquoi payer pour les Grecs ? » La tendance générale en Europe est au repli national, alors que nous traversons une période où nous devrions accélérer la construction européenne. Elle a produit une évolution historique inouïe à travers la création sans violence ni hégémonie d'un espace politique. C'est une chose que l'Humanité n'a jamais su faire. Les projets européens comme ceux de Hitler ou de Napoléon – un État dominant qui rassemble l'espace politique –, l'histoire en a connu des milliers. Mais lorsque l'on veut construire autrement, les peuples et les politiques sont désemparés. Ils n'ont pas d'exemple, de livre intelligent pour les guider. Nous devons donc expérimenter de nouveaux modes de gouvernance. Un des enjeux essentiels de la gouvernance européenne, c'est aussi de l'expliquer. Il faudrait arriver à dire clairement, par exemple pour la Grèce, que nous devons miser sur la solidarité pour nous en sortir. Pourtant, les politiques rechignent à parler un langage franc de peur d'être désavoués au plan national. Or le risque est inhérent à la démocratie : en votant, les citoyens prennent un risque, tout comme les politiques en décidant. La question est donc de savoir si un homme politique, de droite ou de gauche, est effectivement capable de parler des risques en toute transparence. Aussi longtemps que celle-ci ne sera pas une partie intégrante du discours politique, la gouvernance sera difficile. Nous devons également garder à l'esprit le fait que décider revient à prendre des risques, tout en sachant que la bonne décision en politique ne relève pas de la science exacte.

**IRG :** *Là, vous parlez du politique, mais ne sommes-nous pas aujourd'hui dans le règne du « tout technique » ?*

**D. C.-B. :** C'est vrai, vous avez raison. On fait semblant de trouver les bonnes solutions techniques, alors qu'elles nécessitent une légitimation, une acceptation politique. C'est en partie parce qu'on ne met pas assez en avant cette nécessaire légitimation de la décision technique par le politique que les citoyens sont désorientés.

**IRG :** *Le modèle de gouvernance européenne reviendrait-il à une dépolitisation de l'espace public ?*

**D. C.-B. :** Nous sommes actuellement confrontés au problème de la création d'un espace public européen alors que continuent d'exister vingt-sept espaces publics nationaux, même si cela s'améliore. Prenez l'exemple du Parlement européen où existent des groupes politiques multinationaux. Au sein de ces groupes, les différences de cultures et de mentalités entre pays sont évidentes. C'est une expérimentation quotidienne. Si vous mettez les syndicats allemands, français, italiens et finlandais ensemble, vous n'obtiendrez pas nécessairement un consensus : ce n'est pas parce qu'ils sont tous des syndicats qu'ils vont s'entendre. Autre exemple : la différence d'approche entre les sociétés française et néerlandaise au sujet des retraites. C'est le jour et la nuit. Pour une majorité de Néerlandais, augmenter l'âge de la retraite n'a rien de choquant, contrairement à ce que pense une majorité de Français pour qui il s'agit d'un acquis social intouchable. Ce n'est pas une réflexion en termes de « bons » et de « méchants » : c'est le constat d'une tradition culturelle marquant aussi bien les sociétés que les politiques. L'espace public européen vous oblige à accepter les informations issues de la diversité des cultures politiques et sociales européennes, même si elles sont en contradiction avec votre mode de pensée.

Le problème du marché commun européen est aujourd'hui lié à la question de la gouvernance économique. Nous ne pourrions atteindre celle-ci que si nous posons les termes d'une fiscalité européenne des entreprises, car il faut qu'il y ait convergence des fiscalités. Mais cela amènera nécessairement un débat sur une convergence des modèles sociaux qui, à son tour, posera de nouveaux défis que les politiques devront relever. Si l'on reprend l'exemple des retraites, vous aurez au bas mot vingt-cinq États qui imposeront aux Français le seuil de 65 ans. Comment mettre en débat ces imaginaires sociaux extrêmement différents ? Cette étape ne peut être atteinte que s'il y a un besoin d'aboutir, une compétence européenne dans certaines affaires sociales.

**IRG :** *C'est là que d'autres acteurs, tels les réseaux de citoyens, peuvent sans doute aider le politique européen...*

**D. C.-B. :** Les initiatives citoyennes sont en effet l'un des leviers possibles pour la création d'un espace public européen. On peut juger cela trop faible, mais instaurer une culture de l'interpellation des institutions européennes par des citoyens européens constituerait déjà un petit pas en avant.

**IRG :** *Comment se traduisent les défis de l'Europe que nous venons d'évoquer dans son rôle à l'international, notamment vis-à-vis des révolutions dans le monde arabe ?*

**D. C.-B. :** D'abord – et c'est ce dont je parle avec Catherine Ashton [haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, NDLR] en ce moment – je souhaite un état des lieux de ce que le Service extérieur a fait à l'occasion de ces révoltes. Kadhafi est mort. Or il était l'homme sur lequel nous nous appuyions pour régler le problème des réfugiés, en quelque sorte l'« homme de main » de la « directive retour<sup>1</sup> ». Je ne parle pas simplement de la folie de M. Sarkozy de recevoir Kadhafi à Paris en 2009. Je pense aussi aux décisions politiques qui ont orienté ces actions, d'ailleurs acceptées par une majorité des populations : la France n'était pas révoltée par le renvoi des réfugiés en Libye !

Si l'Union européenne ne fait pas le bilan de ses rapports avec les dictatures, si nous n'essayons pas de comprendre nos erreurs, nous n'irons sans doute pas très loin dans nos rapports avec ces sociétés arabes en pleine évolution politique qu'on ne peut pas encore qualifier de « démocratique ». Se contenter de dire à nos citoyens que ces sociétés vont s'islamiser, c'est se retirer du jeu.

Nous ne tentons pas de comprendre, de dialoguer avec les acteurs, aussi bien ceux de ces pays que ceux d'Europe. Le débat tunisien sur la Constitution est fondamental, alors aidons ses acteurs – et je ne parle pas uniquement des « constitutionnalistes » – à se rassembler autour d'une même table pour en discuter. Si le parti tunisien Ennahda devient l'équivalent de l'AKP turc, nous jugerons par la suite de l'évolution politique. Regardons ce qui s'est passé en Turquie : aujourd'hui, si l'opposition se donne les moyens de gagner, elle peut le faire. Autrement dit, quand un espace se démocratise, l'alternance vient naturellement. Et, en Tunisie, Ennahda sera obligé de faire un compromis constitutionnel.

Mais la question reste celle de notre positionnement vis-à-vis de ces mouvements issus des révolutions. Ennahda, par exemple, reçoit énormément de fonds en provenance du Qatar alors que, de notre côté,

<sup>1</sup> Très controversée, cette directive adoptée en juin 2008 vise à harmoniser les règles d'expulsion des sans-papiers dans l'Union européenne (NDLR).

nous avons été incapables d'aider les forces politiques alternatives. Prenons un autre exemple tiré de l'histoire européenne : à la suite de la chute de la dictature de Franco en Espagne, les fondations allemandes ont donné beaucoup d'argent au PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol). La démocratie espagnole s'est donc construite avec cette aide extérieure.

Je ne prétends pas avoir la solution, mais l'Union européenne doit tirer les leçons du passé. Le constat actuel doit pousser à une refonte des accords d'association. Avant la chute de Kadhafi ou de Ben Ali, si vous vouliez financer quoi que ce soit, il fallait passer par des gouvernements peu enclins à se préoccuper de la clause droits de l'homme. Aujourd'hui, nous devons donc également chercher à créer de nouveaux liens de société à société.

**IRG :** *Est-ce que, aujourd'hui, au regard de ce qui se passe dans le monde entier et alors que le principe même des élections est questionné – notamment du fait du fossé entre élites politiques, institutions et peuples –, vous pourriez relancer votre slogan « Élections, piège à cons » ?*

**D. C.-B. :** J'ai depuis longtemps expliqué pourquoi ce slogan était une erreur monumentale ! Même en 1968. Je me souviens d'une discussion que j'ai eue avec une sociologue marocaine à propos des élections en Algérie. Elle me disait comprendre que l'on puisse douter des élections, mais, pour elle, celles-ci revêtaient un caractère magique. Cette boîte noire dans laquelle on glisse un bulletin, c'est l'expression même d'une liberté. Ça ne suffit pas, mais s'il n'y a pas cette liberté, rien ne peut fonctionner. C'est ainsi que le putsch en Algérie ou la non-acceptation du résultat électoral en Palestine sont des drames car cela revient à dire à des peuples que leur souveraineté est limitée. Je sais que cela pose énormément de problèmes, mais je soutiens aujourd'hui qu'il faut se battre pour des élections. Regardez les forces qui se dégagent des anciennes ou même des actuelles dictatures.

Nous ne devons pas pour autant nous contenter de cela. Les élections ne sont que le début. En Tunisie, la société a élu une Assemblée constituante : c'est quand même mieux que de nommer directement les personnes ! Il en a été de même dans l'Allemagne de 1949, quand cent dix-sept sages ont formulé la Constitution adoptée ensuite par les Länder. Mais si, dans un processus constitutionnel, il n'y a pas d'ouverture à la société, alors, oui, l'élection peut faire figure de « piège à cons ».

**IRG :** *Même question pour une autre de vos formules : « Ceux qui lancent les révolutions sont souvent les cocus de l'histoire »...*

**D. C.-B. :** Oui, je le pense toujours. Et historiquement, cela se vérifie. Prenons l'exemple des Égyptiens de la place Tahrir qui sont actuellement mis de côté en Égypte. Le futur des révolutions relève toujours d'un vrai débat philosophique et politique. Comment avance la société ? Comment se transforme-t-elle et se réforme-t-elle ?

D'abord, les révolutions se font au sein de sociétés incapables de se réformer, dépourvues de structures permettant le changement. Aujourd'hui, l'esprit de liberté a ouvert des brèches dans les sociétés des pays arabes, mais ces brèches ont d'abord été faites par des minorités pour des minorités. Place Tahrir, il n'y avait pas les 60 millions d'Égyptiens qui vivent à la campagne, même si, après coup, les citoyens se sont approprié dans leur majorité la nouvelle situation. Il y a toujours, au sein d'un même peuple, une différence des niveaux de conscience, des envies...

Je ne peux m'empêcher de repenser au récit d'amis iraniens en exil après avoir été torturés sous le régime du chah. À la suite de la révolution de Khomeiny, ils sont tous rentrés. Ils y croyaient. Trois ou quatre ans après, je rencontre l'un de ces amis à Francfort qui m'avoue que la situation est pire sous Khomeiny que sous le chah. C'est là le drame des sociétés totalement manipulées au nom de la religion.

Et j'en finis par la Libye où la situation reste préoccupante, même après la mort de Kadhafi. Nous pouvons intervenir, mais en tirant les leçons de nos erreurs afin d'aider le pays à se construire.

Nous devons donc insister sur le rôle que l'Union européenne doit jouer – en particulier le Service extérieur de Catherine Ashton – et qui ne peut se résumer à de la coordination de l'action des gouvernements européens. Sa fonction n'a de sens que si, au contraire, elle les interpelle et les pousse à prendre des initiatives. ■